eurozine

Hamit Bozarslan

L'Occident fatigué du Moyen−Orient

Dans plusieurs travaux, antérieurs ou à paraître, nous avions évoqué l'existence d'une "fatigue sociale" dans nombre de pays du Moyen−Orient dans les années 1990 et 2000. Au−delà des processus de démobilisation qu'on observait alors, celle−ci s'expliquait par un double facteur contradictoire :

> D'un côté, le mouvement perpétuel provoque, par un effet paradoxal, un sentiment de vide de sens ; de l'autre côté, l'absence de confiance dans les repères temporels pousse tout un chacun à un repli sur un cadre strictement individuel, familial et dans certains cas, de socialisation à proximité. Alors que le passé, évanoui, cesse d'être une ressource de conscience, de mémoire, de fierté, ou de force, l'avenir cesse d'être appréhendé comme le temps des possibilités ou d'un *empowerment* de diverses composantes de la société.[1]

Tout indique que la décennie 2010 est marquée par une nouvelle fatigue, mais il s'agit cette fois−ci de celle des puissances occidentales à l'égard du Moyen−Orient, voire au monde musulman et à l'islam.

Les temps de la lassitude

Cette *Middle East* fatigue peut s'expliquer par trois temporalités qui ne sont pas nécessairement articulées entre elles. La première est liée aux guerres des années 2000 : tiraillée entre quatre tendances politiques conservatrices de natures distinctes,[2] l'administration Bush n'a pas été en mesure de donner un sens à ses conflits externes, et n'a pu par conséquent que laisser un malaise en héritage aux années 2010. Par contraste avec la situation qui prévalait au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, il est évident aujourd'hui que l'opinion publique américaine n'est plus prête à payer le moindre prix, humain ou économique,[3] pour des conflits sur une terre où les États−Unis se savent malaimés. Les guerres américaines s'étaient légitimées par l'impératif d'assurer la sécurité du territoire national (*Homeland*), mais elles furent perdues d'abord sur ce terrain avant de l'être sur des fronts militaires lointains.

La deuxième temporalité est liée au Moyen−Orient, ou plus généralement au monde musulman, dont les réalités actuelles sont, avouons−le modestement, "intraduisibles" dans un langage politique occidental. Après les mélancolies postcoloniales des années 1970−1980, les illusions des "modernités musulmanes" qui charmèrent nombre d'analystes dans les années 1990 et 2000 et les fortes attentes de démocratisation suscitées par les révoltes populaires de 2011, il apparaît désormais difficile d'intégrer le Moyen−Orient dans une grammaire des altérités, qu'elle soit déterminée par l'inimitié ou par l'empathie.

Dans son discours du 10 décembre 2015, Donald Trump, candidat républicain aux élections présidentielles, recommandait une politique d'ajournement de tout accueil de ressortissant musulman aux États−Unis *until we can find out what the hell is going on*.[4] Sans partager l'islamophobie assumée de Trump ni davantage son goût pour les polémiques aux rabais, nombre d'Américains et d'Européens se trouvent en réalité en pleine "crise cognitive" par rapport à cette partie du monde où tout ne semble évoquer que chaos et terre brûlée. Dans des entretiens d'une franchise peu diplomatique, scrupuleux et cyniques tout à la fois, qu'il a accordés à Jeffrey Goldberg, le président Obama exprime lui−même sa lassitude par rapport à cette région où il estime avoir tout fait pour enclencher des dynamiques positives, sans pouvoir y parvenir.[5]

Pas même les attentats de Paris et de Bruxelles, qui attestent de l'agrégation des marges dissidentes du Moyen−Orient et de l'Europe entre elles, ne permettent d'élaborer de nouvelles grilles de lecture pour penser cette région. Ni l'explication de la *stasis* actuelle par l'histoire ou par la "revanche du Sud", ni l'association de l'islam au fanatisme et à la violence à la manière d'Ernest Renan[6] ou du pape Benoît XVI,[7] ne parviennent à donner sens aux milliers d'attentats−suicides qui s'organisent sur le terrain (près de 2 000 en Irak seul entre 2003 et 2016), à l'autodestruction massive qui compromet l'avenir des sociétés musulmanes elles−mêmes, ou à l'anéantissement de leur riche héritage culturel. Pour une Europe qui a connu ses brutales "guerres des nations" aux XIX et XXe siècles, mais a en grande partie laissé ses conflits religieux derrière elle avec les traités de Westphalie en 1648, il est également très difficile d'interpréter la guerre confessionnelle que se livrent l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie et qui redessine la carte régionale sur des bases inédites. Enfin, dans un Occident largement déchristianisé, il est simplement impossible de comprendre la proclamation d'un califat ou les milliers de *fatwas* émises par les oulémas de l'islam sur des sujets aussi variés que le mariage des fillettes de neuf ans ou les mille et une circonstances susceptibles d'invalider un jeûne.

Enfin, la troisième temporalité est liée à la cité démocratique, qui ne parvient plus à se penser, à interpréter sa propre histoire, ou à se projeter dans l'avenir comme responsable de son destin et non comme prisonnière de fatalités de toutes sortes. Cette impasse concerne tous les domaines, de l'économie ou du social à la politique étrangère ou militaire. Qu'il s'agisse de la crise économique de 2008 ou de celle des réfugiés de 2015−2016, qui étaient pourtant annoncées depuis de longues années,[8] la cité démocratique passe le plus clair de son temps à s'occuper des malheurs qui sont advenus sur ses terres, et, occasionnellement, à se lamenter sur son "déclin", et non à prendre son propre avenir en main. Comment peut−elle développer une "politique moyen−orientale" alors qu'elle s'est privée de toute lanterne susceptible de lui

éclairer le monde ?

La revanche de la Russie

Cette fatigue n'est cependant pas partagée par la Russie. Certes, la politique moyen−orientale de Moscou, qui a trouvé son expression la plus crue et la plus cruelle dans son intervention directe dans la guerre syrienne en été 2015, avant un retrait partiel en mars 2016, peut bel et bien échouer à moyen ou à long terme. Il n'en reste pas moins que la Russie de Poutine semble avoir gardé la capacité de penser le monde à partir de repères que −− fort heureusement, dirait−on −− la cité démocratique a depuis longtemps laissés derrière elle. L'Occident est paralysé par une absence d'imaginaire politique qui lui interdit de se réinventer pour répondre à des conditions qui n'ont plus rien à voir avec son XIXe siècle mal−aimé, ni davantage avec celles des deux guerres mondiales ou de la guerre froide. La Russie répond à cette crise, qui est également la sienne, en transformant son passé impérial en un réservoir d'idées et de stratégies. On savait déjà que Poutine s'inspirait du XIXe siècle russe pour refonder sa société sur une base ultra−conservatrice.[9] On voit désormais qu'il est aussi en mesure de mobiliser les références de ce siècle reculé pour projeter son pays dans l'avenir comme une puissance mondiale et prendre sa revanche sur la fin de la guerre froide. Alors que la France, la Grande−Bretagne, l'Allemagne et l'Autriche, en tant qu'héritière de la dynastie des Habsbourg, ne peuvent réactiver les logiques d'inimitié qui les avaient saignées à blanc durant de longues décennies, la Russie semble être parfaitement à l'aise avec le monde d'hier, qu'elle érige en avant−garde de celui de demain.

Il faut admettre que les atouts nécessaires à cette "restauration" ne lui manquent guère : incarnant un type d'autoritarisme extravagant que la politiste Khapaeva définit comme "gothique",[10] le poutinisme peut mobiliser une grande partie de sa population en quête de grandeur et de revanche sur l'histoire (la cote de popularité du président russe s'élève en effet à près de 90%[11]). Si l'on fait abstraction des périphéries musulmanes, réduites au silence par une étrange combinaison de terreur et de cooptation de type seigneurial des élites locales les plus brutales, comme le président tchétchène Ramzan Kadyrov, la population russe est largement homogène. Malgré quelques résistances dans le Caucase, elle n'a pas moins la loyauté de l'Arménie et des républiques musulmanes de l'Asie centrale, toujours en "demande d'Empire". Ces dernières apportent à Poutine la "profondeur stratégique" que théorise le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu[12] mais qui fait lourdement défaut à son propre pays. Et dans sa stratégie d'"aller vers les mers chaudes", Poutine peut compter aussi bien sur la fatigue de l'Occident, que sur son habileté à s'inscrire dans une guerre confessionnelle régionale et à s'allier avec l'un de ses protagonistes, l'Iran, ainsi qu'à une partie des acteurs chiites et kurdes dans la région. Si les interventions russes inquiètent l'Arabie saoudite, les pays du Golfe et la Turquie, directement impliqués dans le conflit syrien, il n'en va pas de même de certains autres pays sunnites comme l'Égypte ou la Tunisie.[13]

***

Près de cent ans après le partage des provinces arabes de l'Empire ottoman et la création de nouveaux États par la Grande−Bretagne et la France, les références russes du XIXe siècle peuvent−elles servir de base pour inventer le Moyen−Orient du XXIe siècle ? L'intervention russe de l'été 2015, qui a permis d'éviter la très attendue "chute de Damas" et transformé le régime de Bachar al−Assad en acteur incontournable du conflit syrien, constitue−t−elle le

point de départ d'un nouveau processus de fragmentation et de refondation ? Nous ne sommes naturellement pas en mesure de répondre à ces questions. Nous devons cependant prendre acte qu'un tel scénario, dans l'hypothèse où il se réaliserait, signifierait un enterrement destructeur de l'héritage, tout aussi destructeur, du XXe siècle occidental dans le Moyen−Orient du XXIe siècle.

Une telle supposition aurait semblé incongrue encore en 2014 alors que peu de spécialistes estimaient la Russie, puissance militaire de second rang et économiquement aux abois, d'une telle projection de force dans l'espace et dans le temps. En 2016, alors que l'armée russe se réinvente comme puissance militaire, se dote d'un équipement qu'elle a pensé stratégiquement avant de procéder à sa construction et semble être parfaitement sélective dans le choix de ces terrains d'intervention,[14] nous n'avons pas d'autre choix que de la prendre au sérieux.

---

1 "Fatigue sociale", à paraître dans Philippe Zawieja, *Dictionnaire de la fatigue*, Genève, Droz, 2016.

2 Le président George Bush était nettement influencé par le millénarisme américain, alors que son vice−président, Dick Cheney, était préoccupé par le contrôle des réserves énergétiques du Golfe. Le secrétaire d'État à la défense Donald Rumsfeld partait d'une projection impériale des États−Unis dans le temps et dans l'espace alors que son adjoint, venant du militantisme trotskiste, envisageait une démocratisation et une pacification généralisée du Moyen−Orient par la guerre.

3 Les guerres des années 2000 ont coûté la vie à moins de 7 000 soldats américains et alliés, sans comparaison avec les millions de pertes de la Seconde Guerre mondiale. Elles ont englouti moins de 5 % du Pib américain, comparés à 34−36 % entre 1943 et 1946.

4 "Jusqu'à ce que nous comprenions ce que diable il se passe." (www.mepc.org/articles−commentary/commentary/trumps−question−what−hell−going).

5 Voir l'entretien avec Jeffrey Goldberg, "The Obama Doctrine. The U.S. President Talks through His Hardest Decisions about America's Role in the World" (www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the−obama−doctrine/471525/).

6 Ernest Renan, &Oelig;uvres complètes, vol. 3, Paris, Calmann−Lévy, 1949, p. 768.

7 Voir son discours de Ratisbonne (2006) sur tempsreel.nouvelobs.com.

8 Voir, par exemple, Élie Cohen, *Penser la crise. Défaillances de la théorie, du marché, de la régulation*, Paris, Fayard, 2010.

9 Voir Michel Eltchaninoff, Dans la tête de Vladimir Poutine, Arles, Actes Sud, 2015.

10 Dina Khapaeva, *Nightmares: From Literary Experiments to Cultural Project*, Leiden, Brill, 2012.

11 fr.sputniknews.com/russie/201510221018999556−russie−poutine−popularite/

12 Voir Béatrice Garapon, le Monde théorique d'Ahmet Davutoglu. Une analyse de "Profondeur stratégique", Paris, Paf, 2014.

13 Paul Boncelli, "La realpolitik de Poutine, une stratégie gagnante", *Slate*, 14 octobre 2015 (www.slate.fr/story/108029/realpolitik−poutine−strategie−gagnante).

14 Voir Isabelle Facon, "Que veut l'armée russe", *Politique étrangère*, no 1, 2016 (www.cairn.info/revue−politique−etrangere−2016−1−page−151.htm).

Published 2016−05−18
Original in French
Contribution by Esprit
First published in *Esprit* 5/2016
© Hamit Bozarslan / Esprit
© Eurozine